



Les choix éditoriaux de la direction de l'information



Sur le parvis plutôt qu'en Syrie

Pendant que FTV mobilise ses équipes pendant 48h au service de la communication de l'Élysée, l'Histoire prend un grand virage au Moyen Orient.

Surprise : aucune équipe de l'info nationale n'est présente à Damas de tout le week-end. Il faudra plus de 48h après la prise de la capitale syrienne pour que l'équipe détournée d'un départ en Ukraine passe la frontière où elle est restée bloquée, arrivée trop tard après la chute de Damas.

La présidente de FTV peut bien communiquer sur le succès d'audience des émissions spéciales, en ce qui concerne l'information nationale, c'est un noir week-end. 48h de présence sur le parvis de Notre Dame, 48 h d'absence du théâtre de l'Histoire en marche.

Bien sûr, nous n'accablons pas les journalistes de la rédaction, qui ont alerté les chefs bien en amont et demandé d'être positionné en prévision de la chute de Bachar El Assad.

Quand le représentant de la CGT pose la question en INSTANCE DE PROXIMITÉ : pourquoi ne pas avoir fait cas des remontées des journalistes connaisseurs du terrain demandant un pré positionnement sur cet événement hautement probable, la réponse du directeur de l'information est : « *moi je n'ai pas été alerté...* »

Aujourd'hui, à l'information nationale, la chaîne de décision éditoriale est complètement dysfonctionnelle. Tout est à revoir.

Lassitude et désengagement

Le système est installé depuis des années et s'est endurci avec la fusion des rédactions nationales.

La dé-professionnalisation des journalistes déresponsabilisés de leur prérogatives par la taylorisation de la fabrication de l'information (sujets en « kits », sujets montés par un journaliste au siège autre que celui ou celle sur le terrain...) et la mise en place d'outil informatiques ont détruit la relation directe journaliste et rédacteurs en chefs.

Illustration avec newsboard, l'interface où les journalistes intègrent leurs propositions de sujet, qui leur reviennent informatiquement avec la couleur verte ou rouge ou les propositions sont refusés par les éditions sans explications.

Les journalistes sont lassés de voir la plupart de leurs projets écartés se désengagent de l'éditorial des JT. Lassés de la verticalité, des décisions éditoriales qui pleuvent sur les journalistes sans que souvent ils comprennent dans quel projet éditorial s'inscrivent ces demandes.

Aujourd'hui, un petit groupe de têtes pensantes a phagocyté l'information nationale, en imposant ses points de vue éditoriaux sans partage.

Il faut que cela cesse, il faut refonder le système car il fait trop de dégâts.
A l'extérieur, comme à l'intérieur.

Des signaux ignorés par la direction

FTV ne peut pas être engagé dans la mission qu'elle affiche en public et vers le public à l'heure de l'explosion des offres et des fake news, tout en ne s'interrogeant à aucun moment sur son offre éditoriale.

Pendant ce temps, d'autres le font pour nous : les politiques, le monde associatif, dans nos institutions, l'école, l'université, à l'hôpital, le monde du travail...de plus en plus le public s'exprime, envoie des commentaires sur les réseaux sociaux, les humoristes se gaussent...

Oui, il est urgent d'analyser la manière dont sont fait les journaux, quels sont les trous éditoriaux à combler d'urgence, les terrains trop longtemps délaissés, ceux où nous devons modérer ou changer notre offre.

C'est un travail, profond, qui doit se faire avec tous les journalistes de l'information nationale et sur tous les supports. Mais la direction est-elle prête. ?

C'est un chantier urgent aussi en interne à mettre en œuvre. La publication par la SDJ France 3 rédaction nationale de témoignages qui montrent aussi cette déshérence professionnelle, la vacuité des demandes de tournages et des missions pour une partie de la rédaction nationale, engendrent mal-être et risques pour la santé.

Malheureusement, les premiers signaux ne sont pas bons. Quand la direction ignore nos alertes ([cf communiqué SNJ-CGT du 4 décembre 2024](#)), elle démontre sa volonté de ne rien changer.

Paris, le 11 décembre 2024